6 février 2014 :
Toutes et tous en grève
Pour la justice sociale

Le 6 février 2014, la CGT appelle a une journée de mobilisations et de grèves pour stopper les politiques actuelles du gouvernement, politiques qui ne se cachent même plus derrière des habits idéologiques pour assumer son soutien au patronat.
Dans ce cadre, la CGT Educ'action appelle les personnels de l'Education nationale à se mettre en grève pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail.

La situation économique et sociale est particulièrement préoccupante et ne fait que se dégrader. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement actuel n'a fait que répondre aux demandes du patronat.
La précarité et le chômage progressent encore et toujours.
Lors de sa conférence de presse du mardi 14 janvier, F. Hollande assume le choix d'une politique libérale. En instaurant le « pacte de responsabilité », il fait cadeau au patronat des cotisations familiales à un niveau équivalent de près de 30 milliards. Le manque à gagner sera compensé par des économies de fonctionnement (50 milliards entre 2015 et 2017) par le biais de réformes structurelles du fonctionnement de l'État : **cela veut dire encore moins de service public !**

La CGT dénonce et s'oppose à ce nouveau désengagement des entreprises de la solidarité nationale.
La réduction des cotisations pour améliorer les marges des entreprises nous mène droit dans le mur. Rien ne garantit que l'augmentation des marges des entreprises conduise à la hausse de l'investissement et de l'emploi. Les exemples précédents ne peuvent que nous conduire à la plus grande méfiance : on l'a bien vu avec la baisse de la TVA dans la restauration !
Les politiques d'austérité imposées aux services publics, le refus de favoriser la consommation par l'augmentation des salaires et pensions ou encore le nouveau cadeau de 20 milliards d'euros fait aux entreprises et aux actionnaires au travers du Crédit d'impôt compétitivité emploi, financé par la hausse de la TVA au 1er janvier 2014, n'ont fait qu'empirer la situation.

Le recul social engagé !

- Le président de la République, au lieu d'œuvrer au rassemblement et au vivre ensemble a encore marqué une étape supplémentaire dans son choix, désormais clairement assumé de favoriser les marges des entreprises et les dividendes des actionnaires.

- Le pacte de responsabilité proposé par le chef de l'État va amplifier cette politique de cadeaux au patronat.

- Dans le prolongement du vote de la réforme régressive des retraites en fin d'année 2013 et de la décision sous pression du patronat d'ouvrir sans délai, ni négociations préalables les magasins de bricolage le dimanche, le Président de la République s'est engagé à accélérer, au nom de la sacro-sainte compétitivité, la baisse du coût du travail pour les entreprises, la baisse des dépenses publiques, la déréglementation...

Cgt Educ'action 06 34 bd Jean-Jaurès 06300 NICE
secretariat@cgteducactuinnice.org http://www.cgteducactionnice.org

Les personnels de l'Education nationale concernés…

Contrairement à ce que les discours gouvernementaux pourraient laisser penser, les fonctionnaires ne sont pas épargnés.

- Ils subiront la hausse des cotisations et de la durée de cotisation de la réforme des retraites
- Ils sont soumis depuis plusieurs années à un gel des salaires : alors que le gel dure maintenant depuis 2010, les personnels de la Fonction publique ont plus de 14 % de perte de point d'indice.
- Ils continuent de subir une dégradation de leurs conditions de travail (avec la réformes des rythmes dans le 1er degré, avec des classes surchargées en collège et lycée, avec les CCF en lycée pro), d'autant que les créations de postes annoncées (pour partie en heures supplémentaires…) ne compensent ni les pertes des dernières années ni la hausse démographique.
- Ils subiront une loi dite de « refondation » qui ne fait que confirmer les réformes des gouvernements précédents.
- La précarité est loin d'être résorbée dans l'Education nationale, le plan de titularisation en cours étant largement insuffisant.

La CGT a d'autres propositions :

- **Mettre fin aux 80 milliards d'évasion fiscale.**
- **Supprimer les exonérations de cotisations patronales, véritables cadeaux au patronat.**
- **Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.**
- **Taxer les revenus financiers.**
- **Revenir à un départ à la retraite à 60 ans à taux plein, avec 75 % du dernier salaire et 37,5 annuités maximum.**

Il existe bien des alternatives
à la politique du gouvernement et du patronat
Pour les faire entendre, soyons nombreux
en grève et dans la rue

jeudi 6 février 2014 !

MANIFESTONS ENSEMBLE !
Le jeudi 6 février 2014
à 10h00
Devant la gare Thiers à Nice